

**TENTH ANNIVERSARY OF THE
INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF SEA
29 SEPTEMBER 2006**

**STATEMENT OF MR NICOLAS MICHEL,
THE LEGAL COUNSEL OF THE UNITED NATIONS**

M. le Président du Tribunal,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir de me trouver parmi vous, spécialement pour célébrer le dixième anniversaire du Tribunal international du droit de la mer. Permettez-moi de remercier le Tribunal de m'avoir convié à cette cérémonie et de m'avoir invité à y prendre la parole. Je relève avec grand plaisir la présence de personnalités remarquables et de participants très distingués. Je me réjouis d'entendre avec vous des contributions importantes relatives au Tribunal et à son rôle.

J'ai été invité à vous parler du Tribunal et de sa relation avec les Nations Unies, ainsi que de la contribution des Nations Unies aux affaires maritimes et au droit de la mer. C'est ce que je vais faire maintenant.

Considérée comme la « Constitution des océans », la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (la Convention) énonce des règles essentielles qui régissent l'espace maritime et toutes les activités qui y sont exercées.

La Convention contient en un seul instrument, à la fois, des règles traditionnelles sur l'utilisation des océans, et aussi des concepts et régimes juridiques innovateurs capables de s'appliquer aux problèmes nouveaux et aux tendances émergentes.

L'institution du Tribunal a été considérée comme cruciale pour favoriser une application cohérente de la Convention et la doter d'un mécanisme juridictionnel fonctionnel. La Convention établit un système détaillé pour le règlement des différends surgissant à propos de l'interprétation et l'application de ses dispositions. Elle requiert des États Parties qu'ils régleront leurs différends par des moyens pacifiques, comme l'exige La Charte des Nations Unies. Elle prévoit aussi que, si les Parties à un différend ne parviennent pas à le résoudre en recourant aux moyens pacifiques de leur choix, ils seront tenus de soumettre leur affaire aux procédures obligatoires pouvant aboutir à des décisions dotées de force obligatoire, dans les limites prévues par la Convention. Cette exigence constitue une mesure innovatrice qui va bien au-delà du droit international traditionnel. Mais elle n'est pas la seule à revêtir un caractère novateur. Je voudrais ici en citer d'autres.

- D'abord, le Tribunal est ouvert non seulement aux États Parties à la Convention, mais encore aux autres États qui, par un accord signé entre eux, confèrent au Tribunal la compétence de trancher leur différend.
- Ensuite, des clauses spéciales existent pour le règlement des différends relatifs à l'exploration et l'exploitation de la Zone et de ses ressources.
- En outre, la Convention stipule que les différends entre des États concernant l'exploitation de la Zone, doivent être soumis à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins. Cette Chambre est ouverte à des entités autres que les États Parties, à savoir, des organisations internationales ainsi que des personnes physiques ou morales, dans les cas expressément prévus par la Convention.
- Enfin, le Tribunal est appelé à jouer un rôle élargi en matière d'avis consultatifs. Le Tribunal peut, en effet, rendre un tel avis lorsqu'un accord international poursuivant les mêmes buts que la Convention contient une disposition permettant la soumission d'une requête pour avis consultatif devant le Tribunal.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le Président du Tribunal, M. Le Juge Wolfrum, pour son excellente présentation du « Guide des procédures devant le Tribunal » lors de la seizième Réunion des États Parties à la Convention, qui s'est tenue à New York au mois de juin dernier.

Au cours des dix premières années de son existence, le Tribunal a élaboré ses documents internes de base et façonné une jurisprudence qui, déjà, contribue de manière notable au développement du droit international de la mer et joue un rôle important dans le règlement pacifique des différends en application de la Convention et de l'Accord sur les poissons chevauchants et migratoires.

Malgré tout cet acquis, le rôle potentiel du Tribunal est encore bien plus grand. Pour encourager les pays en développement à recourir au Tribunal, et suite à la résolution de l'Assemblée Générale 55/7, un fonds d'affectation spéciale à contributions volontaires a été établi pour aider les États à régler leurs différends par l'intermédiaire du Tribunal. Le but de ce fonds est de donner une assistance financière aux États Parties à la Convention en relation avec les dépenses qu'ils encourrent en vue ou à la suite de la soumission d'un différend devant le Tribunal ou une de ses Chambres.

Bien qu'il soit un organe créé par un traité, le Tribunal a des liens solides avec les Nations Unies. En effet, les Nations Unies contribuent au fonctionnement effectif du système des institutions et autres entités établies par la Convention. La relation spéciale entre les Nations Unies et le Tribunal a été soulignée dans l'Accord de coopération et de relations entre les Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer,

conclu en 1997. Le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies, par la voie de sa Division des affaires maritimes et du droit de la mer, exerce des fonctions spéciales de liaison pour le compte du Tribunal. Je relève aussi que le Tribunal a récemment fait une contribution importante à la publication préparée par la Division contenant un Digeste de cas sur le droit de la mer qui va être publié prochainement.

Mr President, Excellencies, Ladies and Gentlemen,

That brings me to provide an overview of the United Nations work in the field of oceans and the law of the sea. One of the important functions of the United Nations is to contribute to the progressive development and codification of international law, and promote the strengthening and development as well as the effective implementation of the international legal order for the seas and oceans. The United Nations, through its Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea (DOALOS), provides legal services as well as substantive secretariat functions in the implementation and application of the Convention and its related Agreements. DOALOS provides substantive servicing of the relevant institutions and intergovernmental bodies as mandated by the Convention and the General Assembly and the fulfilment of the Secretary-General's responsibilities with respect to dispute settlement. Substantive servicing is provided to the Meetings of States Parties to the Convention, which deals with elections of the members of the Tribunal as well as with budgetary and administrative matters of the Tribunal.

Secretariat services are also provided to the United Nations Open-ended Informal Consultative Process on Oceans and the Law of the Sea (the Consultative Process), established by the General Assembly, as well as to the Commission on the Limits of the Continental Shelf. It is pertinent to briefly explain the salient features of these functions.

The purpose of the Consultative Process is to facilitate, in an effective and constructive manner, the review by the General Assembly of developments in ocean affairs and the law of the sea by considering the annual reports of the Secretary-General on this matter. The Consultative Process identifies areas where coordination and cooperation at the intergovernmental and inter-agency levels should be enhanced. The seventh meeting of the Consultative Process was held in New York in June this year. The subject for discussion at this year's meeting was ecosystem approaches and oceans. At this meeting considerable importance was given to an ecosystem-based approach to oceans management and in seeking to progress in the understanding and application of that concept. The Consultative Process has proposed to the General Assembly a number of actions which could be taken to achieve or advance the implementation of an ecosystem approach.

The Commission on the Limits of the Continental Shelf facilitates the implementation of the Convention by making recommendations to coastal States on matters related to the establishment by them of the outer limits of the continental shelf beyond 200 nautical miles. The recommendations are based on an examination of complex scientific and technical data and information included in submissions to the Commission from those States. The servicing of the Commission is thus more than normal servicing functions such as organizing meetings, preparing of documents, drafting reports etc. It involves providing Geographic Information System (GIS) laboratory facilities as well as assisting in the operation of that system.

The Secretary-General of the United Nations has specific responsibilities under the Convention such as depositary functions, and due publicity. These functions include expeditious processing and publication of treaty-related actions and treaties registered and deposited, and to provide assistance to Member States.

In addition to the functions provided for in the Convention, the United Nations carries out tasks as mandated by the General Assembly, in its resolutions on the oceans and the law of the sea and sustainable fisheries. In this context, I would like to mention the Secretary General's annual reports on oceans and the law of the sea, as well as the annual report on sustainable fisheries. These reports provide a review and evaluation of the activities implementing the Convention and other developments and emerging issues relating to ocean affairs and the law of the sea. I would like to mention also that, prior to the main discussions in the General Assembly, DOALOS facilitates informal consultations concerning the annual resolution on oceans and the law of the sea which in the past have often been long and protracted. And I also wish to recall that briefings on developments in ocean affairs and the law of the sea are organized jointly by the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR) and DOALOS, and most delegations take advantage of these briefings for their General Assembly negotiations.

Apart from Secretariat and reporting functions, the United Nations also takes a pro-active approach to emerging issues, and new areas. Let me briefly mention a few examples. The General Assembly established an Ad Hoc Open-ended Informal Working Group, serviced by DOALOS, to study issues relating to the conservation and sustainable use of marine biological diversity beyond areas of national jurisdiction. The first meeting took place in February of this year. The Review Conference on the Fish Stocks Agreement also took place earlier this year, and was serviced by DOALOS. The "UN-Oceans" is yet another initiative established on the basis of the General Assembly's request for an effective, transparent and regular inter-agency coordination mechanism on oceans and coastal issues within the United Nations system.

Lastly, but not the least, I would like to mention that the United Nations assists Member States in their efforts to derive practical benefits from the international legal regime for the oceans. In this area, emphasis is given to developing and building up the capacities of States, including human resources, institutional infrastructures, as well as legal and technical resources. Developing States, Small Island Developing States (SIDS), and States with economies in transition are most in need of assistance. Necessary training courses and workshops in relevant areas are conducted by DOALOS. Drawing on the experience gained, the Division plans to expand its training workshops with a pro-active approach on new subjects such as Marine Protected Areas, The Ecosystem Management Based Approaches, Maritime Security and Marine Biodiversity.

By focusing on such topical issues, the United Nations is looking ahead at the future developments that await the international community in the field of international law of the sea.

These reflexions, Mr. President, Excellencies, Ladies and Gentlemen, bring me close to my conclusion.

But before closing, I want to express my gratitude to the Host Country, Germany, for their hospitality and the excellent work conditions for the Tribunal.

And now, to conclude, I wish to extend my gratitude and my congratulations, on behalf of the Secretary-General and personally, to the Members of the Tribunal on the occasion of the tenth anniversary celebration. We extend to you our warm wishes of success and happiness in your remarkable endeavour.